# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 13 AOUT 1886.


## Les Progrès de la Médecine Moderne.

A la date du 5 avril dernier, le docteur F. Formento, désigné comme l'orateur officiel pour la séance annuelle du *"Orleans Parish Medical Society"*, prononça un discours qui fut très remarqué et dont nous eumes l'occasion de parler. Nous le faisions, cela va sans dire, en dilettante, auquel homme du monde, en effet, la plus grande partie du mérite de l'œuvre devait sans doute échapper, mais qui pouvait peut-être en apprécier les grands traits, l'ensemble.

Nous avons le plaisir de constater que nous ne nous sommes point trompé dans l'appréciation de son mérite; la preuve en est sous nos yeux.

En effet, le *Gaillard's Medical Journal*, publié à New York, et à coup sûr l'une des Revues les plus autorisées, les plus citées des Etats-Unis, a cru devoir donner place — et la place d'honneur même — au discours tout entier de notre éminent compatriote. C'est là un témoignage très flatteur, qui indique que la valeur du Dr Formento est haut cotée là-bas comme ici.

A Dieu ne plaise que nous nous permettions d'analyser ce travail important, qui se distingue par la méthode, les recherches nombreuses et une grande clarté d'exposition. En pareille matière, nous sommes absolument incompétent, et nous nous hâtons de reconnaître cette incompétence.

Cependant il est de règle, au sein de la Société Médicale dont nous nous occupons ici, que l'orateur annuel traite quelque sujet offrant de l'intérêt non-seulement aux membres de la profession, mais encore au public en général.

Le docteur Formento n'est conformé à ce règlement, à cet usage, si vous le préférez, en choisissant pour thèse : " Les Progrès de la Médecine Moderne;" thème qui, en effet, sollicite l'attention, la curiosité de tous.

A ce titre il nous est donc permis, pensons-nous, d'écrire quelques mots sur cette Etude.

Après lecture, forcément rapide d'ailleurs, de ce discours, une impression dominante nous reste : il nous paraît que le Dr Formento n'est point de ces praticiens qui ont contracté une union indissoluble avec la science acquise à l'Ecole; qui repoussent systématiquement tout ce qui s'écarte des enseignements de cette Ecole, tout ce qui semble ne pas être orthodoxe relativement à celle-ci.

Le titre par lui choisi dénote qu'il s'incline devant les progrès accomplis, et en voie d'accomplissement; qu'il aime à y rendre hommage. Il ne se contente point, du reste, d'une constatation et d'un hommage, il cite, il groupe les faits qui s'accumulent et il en tire la conclusion obligée : la marche de la médecine, théoriquement, pratiquement.

A cette marche, continue actuellement, et qui depuis quelque temps s'accélère d'une façon manifeste, de puissants facteurs ont concouru, concourent. Ces facteurs, l'orateur les a fait défiler, comme un bataillon d'élite, devant son auditoire.

La chimie, avec ses méthodes précises, ses découvertes récentes, qui, pour nous servir de l'expression de Burgraeve, "ont fourni de véritables armes de précision à la médecine contemporaine."

La mécanique et la physique ont, à leur tour, donné de précieux adjuvants, si on nous permet le mot, grâce à des instruments ingénieux et des applications multiples. La microscopie a été une véritable révélatrice; les infiniment petits ont, pour ainsi dire, créé les infiniment grands.

Ces descentes au plus profond, au plus intime de la nature lui arrachent bien des secrets; elles suppriment, dans une mesure égidente, les spéculations, les abstractions pures; elles prêtent à la médecine, à la chirurgie, un caractère de positivisme qui lui vaut des hardiesses inconnues jusque-là, et des réussites, non moins frappantes, dans des opérations dont la seule idée eut parn, récemment encore, idée de déméut.

Sur cette voie, dit le Dr Formento, les faits physiologiques, nouvellement établis, reconnus, se pressent tant et tant qu'il devient difficile d'y faire un choix. Pour les passer en revue, il serait besoin, en vérité, d'écrire deux volumes : l'orateur se contente donc d'en faire passer quelques-uns sous les yeux de ses auditeurs.

Tout d'abord, et comme l'un des triomphes, l'une des merveilles de notre époque, il cite l'anesthésie. Et nous comprenons sans peine cette première place donnée à celle-ci. On ne saurait trop vanter, en effet, cette méthode née aux Etats-Unis mêmes, en 1846, et due au Dr Jackson, de Boston; méthode qui supprime et les terreurs morales, si fatales à l'action du praticien, et les tortures physiques, devant lesquelles reculait souvent le plus courageux, même placé devant l'inévitabilité de la mort.

Après avoir insisté sur l'incommensurable portée de cette découverte, le dr. Formento passe en revue quelques-uns des agents anesthésiques employés et leur mode d'administration.

Puis vient la question des microbes, ces ennemis quasi-invisibles de notre organisme ; qui y naissent, en vivent et tuent si on ne les tue pont. Sur ceux-là tous les savants sont à l'étude, depuis que le maître à tous, Pasteur, a démontré que nous portons en nous des contagions vivantes, et que contre celles-ci la science doit faire feu de toutes ses armes.

Un homme y veille ; son laboratoire, à lui, est tout un arsenal. Après avoir constaté la présence de ces ennemis que nous portons en notre être; qui se nourrissent de nous, pour nous détruire, il indique comment, d'innocuité en innocuité, on peut faire de ces mêmes microbes des agents préservatifs ; il entre dans la place, pour ainsi parler ; il soumet ces infiniment petits, véritables ministres de la mort, et de gradation en gradation, de culture en culture, il change en prophylaxie ce qui était destruction. La vie naît de la mort. Quel triomphe plus éclatant que celui-là !

L'orateur rappelle les divers antiseptiques récemment adoptés, et après avoir rendu un juste hommage à Pasteur qui s'achemine vers le système du vaccin en tout et pour tout, il expose les services rendus à la chirurgie par les antiseptiques. Il dit les presque miracles opérés en cette science par les Labbé, les Billroth, les Péan.

Les antithermiques (agents faisant baisser la température en état de fièvre) sont aussi parmi les conquêtes de la thérapeutique moderne. "Le feu est à la maison,il faut l'éteindre" avait dit Bouchut, et voilà qu'en effet les antithermiques viennent à la rescousse, et que la médecine a aussi ses *Babcocks*. L'antithermique, par lui-même, ne sera sans doute pas toujours "un ouratif, mais il sera souvent un excellent auxiliaire."

Parmi ces divers agents antithermiques, le sulfate de quinine reste toujours roi.

Le dr. Formento s'arrête aussi à la découverte du dr. Koch : le bacille de la phthisie pulmonaire ; désouverte qui a logiquement conduit à un traitement nouveau. La démonstration est faite relativement à ce bacille, ajoute l'orateur, elle est faite depuis 1882; et aujourd'hui la grande majorité des médecins est d'avis que le bacille est l'agent de la transmission de la phthisie.

A propos de cette terrible affection, le Dr Formento nomme une autre célébrité : le professeur Germain Sée qui dit, avec toute l'autorité de son talent, que dans le traitement de ce mal, le médecin doit avoir deux objectifs : "s'opposer, au moyen de certaines substances, au développement des bacilles ; modifier, par une hygiène convenable, le sol, ou plutôt l'organisme dans lequel ces bacilles trouvent leurs éléments de culture."

"Cette question de traitement de la phthisie par la destruction des microbes, est encore dans l'enfance, ajoute le Dr Formento ; mais il est permis de penser qua la science trouvera un germicide qui arrêtera les ravages d'une maladie plus redoutable, à elle seule, que toutes les épidémies pestilentielles réunies. Ce jour-là, la médecine aura vraiment fait œuvre merveilleuse, presque divine."

Avant d'achever son étude, l'orateur constate qu'on en est venu à donner à la plupart des médicaments aspect et goût agréables; et après avoir cité encore Pasteur, Koch, Jackson, Simpson, Lister ; après avoir dit que les progrès de la médecine, de la chirurgie, sont à la hauteur des progrès des sciences exactes, au dix-neuvième siècle, il répète le mot connu et qui est comme l'hymne de l'avenir : *Quo non ascendam ?*

Il a raison; le cri de l'humanité que la recherche perpétuelle de l'inconnu hante, passionne, féconde, sera toujours: *Excelsior, excelsior !*

On pardonnera à notre ignorance cette revue tout à fait incomplète de l'Etude du Dr. Formento; nous croirons, du moins, n'avoir point perdu notre temps, si ces lignes de profane font naître le désir de la lire.

Dans cette séance du 5 avril 1886, qui fût aussi la dernière où se fit entendre notre distingué et regretté ami le Dr Charles Turpin, un succès sérieux avait été obtenu par le Dr. Formento. Nous sommes heureux que ce succès ait été consacré par la publication de son discours dans le *Gaillard's Medical Journal*.

L. PLACIDE CANONGE.

## Milneburg.

*Adelante !* telle est la devise, paraît-il, du directeur du théâtre de Milneburg. Nul stimulant n'est plus puissant que le succès, pour ceux qui ne s'endorment point dans les délices de Capoue. Or, on ne dort pas sur cette scène; voici bien des fois déjà qu'elle renouvelle son personnel.

Avec la troupe qui, chaque soir, donne des représentations fort attrayantes, on aura, demain samedi, le début du professeur H. Willio, un magicien, un gymnaste de premier ordre, et qui, quand il commence son imitation du chant des oiseaux, vous vaut une illusion complète.

Ce nouveau programme sera celui de toute la semaine prochaine ; toujours au même prix, c'est-à-dire gratis.

Tous les soirs aussi grand Concert par l'orchestre du théâtre, sous la direction du professeur Schindler.

Voir l'annonce.

WEST END.—Ce soir, le concert accoutumé ; orchestre, dirigé par M. Moses; programme nouveau. On commencera à six heures, pour terminer entre dix et onze.

FESTIVAL.—C'est demain qu'a lieu, au Fort Espagnol, la dernière journée du Festival de l'Association de l'Armée du Tennessee. Fête de jour et de nuit, dont nous avons déjà dit tous les détails.

Ce soir, concert par l'orchestre que conduit M. Geo. Sontag.

LES ATELIERS D'AÉROSTATION MILITAIRE DE MEUDON, FRANCE.—M. Boulanger, ministre de la guerre, a visité, le 29 juillet, les ateliers d'aérostation militaire du parc de Chalais, à Meudon. Il était accompagné du général chef d'état-major général Saussier, du colonel Laroque, du colonel Peigné et du capitaine Driant.

Après avoir parcouru les bureaux et ateliers de construction, le ministre a assisté au gonflement d'un ballon, opération qui ne demande plus que peu de temps, grâce aux perfectionnements apportés par le commandant Renard à l'installation d'une voiture dans laquelle se prépare le gaz hydrogène pur. Il s'est ensuite rendu sous le hangar où a été construit le nouveau ballon dirigeable et a paru très frappé des nouvelles modifications apportées à sa construction.

Un ballon captif, monté par le capitaine Driant, s'est ensuite élevé à 400 mètres pour permettre de faire manœuvrer sous les yeux du ministre un treuil portatif.

La visite de M. le ministre s'est terminée par une inspection des ateliers de couture, où une douzaine de femmes se livrent à la confection des enveloppes sous la direction de M. Pottevin, aéronaute civil attaché à l'établissement.

LES MANŒUVRES DE LA FLOTTE ALLEMANDE.—On lit, dans la *Gazette Nationale*, du 26 juillet :

Les manœuvres de la flotte durèrent, cette année, six semaines, de la mi-août jusqu'à la fin du mois de septembre. Les exercices des torpilleurs, composés, comme l'on sait, de deux divisions, formeront le centre de gravité des manœuvres.

Ces bateaux ont une double mission : 1. défendre les côtes et en tenir une dotte ennemie éloignée d'au moins 100 milles marins, et 2. accompagner les navires en pleine mer et prendre part au combat. En France, notamment, on a uni en une seule idée l'efficacité des torpilleurs sous ce dernier rapport, et en Allemagne aussi les opinions sont divisées sur ce sujet. Les cuirassés qui depuis un an s'exercent aux filets destinés à arrêter les torpilleurs continuent à le faire pendant les manœuvres, et on espère arriver à des résultats définitifs. Il s'agit en premier lieu de la constatation du dommage qu'une torpille prise dans les flots, et faisant explosion, peut causer au navire, et ensuite des outrages apportés aux mouvements du navire par les filets pendant les opérations de descente dans la mer et de blaguement à bord, ainsi que des embarras que occasionnent à la marche du navire les filets s'enroulant autour de l'hélice. L'escadre cuirassée de réserve, composée des cuirassés *Sachsen, Baden, Wurtemberg*, et de l'aviso *Zieten*, auxquels se joindront plus tard l'*Oldenburg* et la *Hansa*, commencera les exercices des les premiers jours du mois d'août ; elle est commandée par le capitaine de vaisseau Deinhard, qui hissera son pavillon à bord du cuirassé *Sachsen*, et l'escadre entière réunie sera placée sous le commandement du vice-amiral de Wickede.

Les manœuvres auront lieu dans la mer du Nord et dans la mer Baltique et comprendront les attaques contre les fortifications maritimes. Une grande activité règne sur le chantier impérial, où l'on termine la construction de la corvette *Alexandrine*. On s'occupe aussi du perfectionnement des torpilles.

LES SUITES D'UNE "COQUILLE".—Suivant le *Gutenberg*, c'est à un accident typographique que l'on doit la chute du premier Empire.

"Cette particularité historique, peu connue, est mentionnée dans une note lue le 20 mars 1836, à l'Académie royale de Rouen, par Berger de Xivrey, sur les *premiers essais de la typo-lithographie*

"A l'époque où Napoléon fer fondait de gigantesques projets sur son alliance avec l'empereur Alexandre, le *Moniteur, journal de l'Empire*, publia un article où il était dit, en parlant des deux puissants monarques : "Ces deux souverains, dont "L'UNION" ne peut être qu'invincible...."

"Les trois dernières lettres du mot "union" étaient tombées pendant la mise en pages et le cesar lut avec indignation : "Ces deux souverains, dont "L'UE" ne peut être qu'invincible...."

L'*erratum* qui parut dans le numéro suivant ne fit qu'accroître sa colère, et les démarches officieuses vainement tentées pour arranger les choses n'aboutirent à aucun résultat favorable.

ASSOCIATION LITTÉRAIRE INTERNATIONALE.—Le 18 septembre prochain, l'Association littéraire internationale tiendra son huitième congrès à Genève, sous la présidence de M. Numa Droz, vice-président de la Confédération helvétique.

Au nombre des questions portées à l'ordre du jour figurent le droit de propriété des lettres missives et celui des titres d'ouvrages littéraires ou dramatiques.

L'Association fêtera dans ce congrès la signature de la convention universelle de la propriété littéraire, qui aura lieu à Berne le 6 du même mois et qui sanctionnera l'entente définitive de diverses nations sur les graves questions des droits d'auteur.

Cette convention, adoptée par la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Suède, la Norvège et la Roumanie, consacrera le droit nouveau et international dont l'Association littéraire s'est faite le champion dans les congrès qu'elle a tenus dans les capitales de l'Europe.

C'est au succès dont elle a le droit d'être fière et qui l'encouragera à continuer sa tâche, pour vaincre les résistances dernières des Etats-Unis et de la Russie.

## OFFICIEL.

LOIS
VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1886.

[No 116 LOI

Pour secourir les soldats confédérés de l'Etat de la Louisiane, blessés et mutilés pendant la dernière guerre civile ainsi que les veuves, maintenant dans l'indigence, des soldats morts, blessés ou mutilés, pendant la même guerre.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que tout résident de cet Etat, réduit à l'indigence, qui, ayant été enrôlé régulièrement dans cet Etat, au service militaire (forces de terre ou de mer) des Etats Confédérés, pendant la dernière guerre civile, a reçu pendant son temps de service une blessure nécessitant l'amputation d'un membre, ou qui par suite de cette blessure a été mutilé de manière à ne pouvoir plus se livrer au travail, aura droit à une réserve d'un quart de section de terre au plus dans cette partie du domaine public ci-après désigné. Les dispositions de cette loi s'appliqueront également aux veuves de soldats confédérés non remariées, qui sont dans l'indigence, et dépendent pour vivre de leur propre travail manuel, et dont les droits auront été tués sur le champs de bataille ou auront succombé aux blessures reçues dans les combats, ou qui auront par toute autre cause perdu la vie au service des Etats Confédérés, ou sont morts de leurs blessures après avoir quitté le service.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi ne sera pas interprétée de manière à s'appliquer à ceux des soldats confédérés qui, après avoir été blessés, ont déserté, ou à ceux qui, recrutés au Soldiers' Home de la Nlle-Orléans, sous les pensionnaires de l'Etat, ou qui se sont prévalus du privilége de la loi 96 de 1884.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que toute personne désirant se prévaloir du privilége accordé par cette loi, devra, si c'est un soldat, se pourvoir d'un certificat de deux médecins déclarant qu'il est mutilé, décrivant en détail la blessure, son étendue et la raison pour laquelle le blessé est incapable de travailler. Le Register jugera alors jusqu'à quel point la demande du postulant est fondée. Calui-ci devra ajouter à ce certificat son propre serment et celui de trois membres de la compagnie à laquelle il appartenait, lesquels déclareront que le postulant servait dans leur compagnie, qu'il a été blessé dans telle bataille ou tel engagement, que son incapacité de travail résulte de sa blessure qu'ils décriront en relatant en détail les circonstances où elle a été reçue. Si c'est une veuve qui sollicite le secours offert par la présente loi, elle fera sa demande sous serment et y joindra le serment de deux autres personnes confirmant chacun le fait contenu dans sa déclaration. Ce serment sera prêté entre les mains du greffier de la cour de district de la paroisse où réside la postulante. Elle établira qu'elle est la veuve d'un soldat confédéré qu'elle nommera, qu'elle n'est pas remariée, qu'elle est réduite à l'indigence et qu'elle dépend de son travail pour vivre. Elle mentionnera l'époque et le lieu de la mort de son mari, ainsi que les circonstances dans lesquelles cet événement a eu lieu. Elle établira qu'elle était sa femme légitime; elle désignera le corps auquel appartenait son mari, dira où et quand il s'est enrôlé, la bataille où il a été tué ou blessé, son genre de mort ou la nature de sa blessure, les circonstances où celle-ci a été reçue, ses effets et la cause de la mort. Ces derniers faits doivent être confirmés sous serment par au moins deux membres de la compagnie à laquelle appartenait le soldat décédé; si le soldat est mort, après la guerre, des suites d'une blessure reçue au cours de la campagne, la cause de la mort doit être établie par le certificat d'un médecin régulier et inscrit sur le tableau des licences. Les demandes de secours, en vertu de cette loi, doivent être contresignées et approuvées par l'Association de la Nouvelle-Orléans, la Virginie du Nord, ou l'Association du Département du Trans-Mississipi, par l'entremise de leurs officiers. Quand ces preuves seront entre les mains du Register du Bureau des terres publiques, il aura le devoir de remettre au postulant ou à la postulante une patente pour la terre désirée ou bien un certificat ou warrant, dans la forme qu'il jugera convenable, avec l'assentiment et l'avis de l'Auditeur-général de l'Etat, et d'Etat que ledit postulant ou ladite postulante fournit toutes les preuves requises par cette loi, qu'il ou qu'elle a droit à une réserve (entry) d'un quart de section de terres mécongeanées en une seule portion, et conformément aux subdivisions légales de toute terre appartenant à l'Etat sujette aux réserves (entries), et non en la possession d'un premier occupant, à l'exception des terres d'écoles et des terrains acquis par l'Etat aux ventes pour taxes ou à la suite de procédures judiciaires.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc., Qu'avec leadits certificats ou warrants, le postulant peut choisir sa réserve, ou bien il peut les transférer par acte écrit, conformément aux réglements du Bureau des Terres, de manière à céder tous ses droits à un acheteur.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Que quand le choix du terrain aura fait en vertu du warrant ou du certificat ci-dessus le Register livrera au bénéficiaire une patente, ainsi que l'exige la loi, pour la quantité de terre spécifiée dans le warrant. Il est bien entendu qu'il ne sera demandé aucune espèce d'honoraires pour services rendus en vertu de la présente loi, ni pour les certificats, warrants ou patentes, excepté dans le cas où le warrant étant cédé par le bénéficiaire l'acquéreur viendra choisir son terrain; les honoraires ordinaires devront alors être payés par ce dernier.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera mise à exécution dès qu'elle sera votée et qu'elle restera en vigueur pendant cinq ans, à moins qu'elle ne soit rappelée plus tôt.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est et demeure rappelée.

H. W. ODDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants,

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat,

Apprové, ce 8 juillet 1886.

S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

[No. 117 LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 1479 des Statuts Révisés de l'Etat de la Louisiane, en insérant dans la première ligne ces mot "L'Etat, ou une corporation politique de l'Etat créée dans le but d'exercer une partie du pouvoir gouvernemental de l'Etat, ou", et pour appliquer à la section amendée les formalités générales et la procédure de l'expropriation.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que, la section 1479 des Statuts Révisée de l'Etat de la Louisiane est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Quand l'Etat, ou une corporation politique quelconque dudit Etat, créée dans le but d'exercer une partie du pouvoir gouvernemental, ou une corporation constituée en vertu des lois de cet Etat, pour la construction d'un chemin de fer, d'une voie formée de planches, d'un chemin *turnpike*, d'un canal destiné à la navigation, d'une ligne télégraphique pour transmettre les nouvelles, ne peut pas s'entendre avec le propriétaire d'un terrain dont on a besoin, sur le prix d'achat, ladite corporation pourra s'adresser par voie de pétition à la cour de district où est situé ledit terrain, ou, s'il s'étend dans deux districts, au juge de l'une ou l'autre cour de district de la localité où réside le propriétaire, et, si celui-ci ne réside dans aucun de ces districts, à l'une ou à l'autre de ces cours indistinctement, en décrivant le terrain qui lui est nécessaire et en y annexant le plan avec indication des améliorations, qui s'y trouvent ainsi que le nom du propriétaire, s'il est connu et présent dans l'Etat, en demandant que le terrain lui soit adjugé contre paiement au propriétaire de tous dommages par lui subis comme conséquence de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Toute réclamation de terrain ou toute demande de dommages au profit du propriétaire pour suite d'expropriation pour cause d'utilité publique sera frappée de prescription au bout de deux ans, dattant du jour où le terrain a été occupé et où les constructions y sont élevées.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., Que toutes les lois existantes au sujet de l'expropriation et les procédures à exécuter pour l'obtenir seront applicables à la dite section ainsi amendée et décrétée à nouveau.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera à mise exécution dès qu'elle sera votée.

H. W. ODDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Apprové, ce 8 juillet 1886.

S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

[No 119. LOI

Pour amender une loi intitulée "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour rappeler toutes les lois incompatibles avec ses dispositions", approuvée le 23 juin 1882, et pour pourvoir au pavage et à la construction de trottoirs dans la ville de la Nlle-Orléans.

Avis public de la future présentation de cette loi à la législature, session de 1886, ayant été donné conformément à l'article 48 de la Constitution.—

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane Que la section 37 de la loi No 20, approuvée le 23 juin 1882, intitulée "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour rappeler toutes les lois incompatibles avec ses dispositions", est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants : Le Conseil peut pourvoir au pavage de toute rue ou partie de rue qu'il jugera convenable, avec construction de trottoirs dans toute la ville, et peut dans ce but prélever sur les propriétaires de terrains faisant face au pavage un montant spécial proportionné à l'étendue de leurs propriétés sur la rue, pour les trois quarts du coût des travaux, le montant ainsi garanti par un privilége primant celui du vendeur et toutes autres hypothèques quelconques. Les frais de l'autre quart du pavage, ainsi que ceux du pavage des carrefours ou intersections, sera à la charge de la ville. Les propriétaires acquitteront isolément le coût des trottoirs. Il est bien entendu que pour ordonner ce travail, il faudra un vote des deux tiers des membres du Conseil. Quand celui-ci jugera nécessaire d'ordonner de pareils travaux, il en donnera avis dans le journal officiel, en publiant une annonce à cet effet une fois par semaine, pendant quatre semaines. Les travaux ci-dessus seront soumis aux conditions déjà prescrites pour améliorations et réparations demandées par les propriétaires, et le paiement sera réparti et au sera fait de la même manière.

H. W. ODDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, ce 8 juillet 1886.

S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

## AVIS DE SUCCESSION.

**Succession de Ann Fagner Hope.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 9,947—Division A. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente nonification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Guillaume Dupuy, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.

7 août—10,14,19

**Succession de Joseph N. Coquelet.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 19,554—Division F. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente nonification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Guillaume Dupuy, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.

10août—10.14.19

**Succession de George Beckman.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,397—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par William Stolzenthaler administrateur de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.

10août—10 14 19

**Succession de James James.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 18,487—Division E—Attention is invited to the notice of sale by public, a presenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu James James, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concer. d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.

10 août—10,14.19

**Succession de Mme Rose Wilcox.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 18,100—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Owen Reilly, exécuteur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier

11 août—11 15 20

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Bernard Laporte vs. ses Créanciers—No. 18,258—Division B—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Bernard Laporte soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée desdits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Andrew Hero, Jr., notaire en cette ville, le MERCREDI, 4e jour d'août 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire et d'élire un syndic, et de voter sur toutes autres matières qui peuvent leur être soumises ; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit Bernard Laporte soient suspendues, que Jas. D. Coleman, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 1er juillet 1886.

(Signé) W. T. HOUSTON, Juge.

Pour copie conforme,

JAS. D. RAINER, Député-Greffier.

3 juillet—3 6 10

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

**Nouvelle-Orléans, 13 août 1886.** — Pour le Mississippi et la Louisiane beau temps, vents variables, généralement du sud, température presque stationnaire.

Les rivières restent à peu près stationnaires.

Nlle Orléans, 12 août 1886, 2 p. m.
Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Atlanta..... | 88 | Nashville, Tenn.... | 91 |
| Augusta, Géo..... | 93 | Pittsburg, Pha..... | 88 |
| Savannah, Géo..... | 93 | Cairo, Ill..... | 89 |
| Mobile, Ala..... | 87 | Davenport, Iowa.. | 89 |
| Montgomery, Ala.. | 91 | Dubuque, Iowa.... | 93 |
| Vicksburg, Miss.. | 90 | Keokuk, Iowa..... | 98 |
| Galveston, Tex.... | 85 | La Crosse, Wis.... | 91 |
| Indianola, Tex.... | 81 | St-Louis, Mo..... | 97 |
| Shreveport, La.... | 88 | St-Paul, Minn..... | — |
| Corsicana, Tex.... | 89 | Leavenworth, Kan. | 102 |
| Chattanooga, Tenn | 90 | Omaha, Neb..... | 83 |
| Cincinnati, O..... | 89 | Yankton, D. T.... | 88 |
| Louisville, Ky.... | 91 | Key West, Fla.... | 88 |
| Memphis, Tenn.... | 91 | Nlle-Orléans Le.. | 89 |

**MARIAGES, NAISSANCES ET DECES**

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

**Mariages.**

Jack Glaser à Mlle Angeline Davis
Wm. Tazzard à Mlle Elizabeth Burr.
Alfred Zimmermann à Mlle Louisa Schonberg.
Charles Cotton à Mlle Frederick.
Jerry Lawson à Mlle Emma Hunter.
Patrick Murphy à Mlle Maggie Frawley.

**Naissances.**

Mme Sebastian Sauber, un garçon.
Mme Lucas O. Stern, une fille.
Mme Jas. C. Murphy, une fille.
Mme Thos. J. Brennan, un garçon.
Mme Gustave Koerner, une fille.
Mme Marco Dias, un garçon.
Mme Ernest W. Burdge, une fille.

**Décès.**

Joseph Denis, 58 ans, Asile Français.
Frank D. Durfee, 32 ans, Keokuk, Ia.
Warren Wilson, 57 ans, 253 rue Lafayette.
Alma Brady, 5 ans, 314 rue Chippewa.
James Bloom, 8 jours, rue Clara, près Deuxième.
Katie Levry, 1 mois, rue Camp, près Julia.
Victoria M. Lucas, 70 ans, 1557 rue Magazine.
Mme Veuve Emilien Charbonnet, 80 ans, 7 rue Ste-Anne.

**Ventes inscrites** aux bureaux de l'annotateur des aliénations :

Mary E. et Jno. H. Heno à Margaret Ellen et Mary Looby, un terrain dans le 3ème district, dans l'Ilet borné par les rues Washington, Camp, Quatrième et Chestnut.....$2200

Walter Pugh à Mme A. A. McDonald, une portion de terre dans le 4ème district, dans l'Ilet borné par les rues Magasins, Philip, Camp et Première.....$5000

Ramon Azcarraga à A. G. Pelacs, un terrain dans le 5ème district, dans l'Ilet borné par les rues Morales, Annette, Urquhart et St Bernard.....$625

Mme M. E. Rhorig, veuve de Martin Betzer à Henry Hammer, un terrain dans l'Ilet borné par les rues St Louis, Trémé, Marais et Toulouse.....$1,000

John Lane à John Hogan, un terrain dans le 1er district, dans l'ilet borné par les rues Melpomène, Freret, Terpsichore et Howard.....$1,000

James Fallon à Mme Alfred M. Thexter, un ilet de terre dans le 5ème district, dans l'ilet borné par les rues Chemin du Bayou, Washington et Broad.....$1,000

Mme James E. Tewall à Frank S. Kendig, une portion de terre dans le 6ème District, dans l'ilet borné par les rues St. Charles, Pitt, Cadiz et Valence.....$1000

Mme C. Lafite à John Ernest Casnard, 1. un terrain dans l'ilet borné par les rues Remparts, Bourgogne, Ursulines et St. Philippe ; 2. une portion de terre derrière la terrain ci-dessus.....$12,500

Mme Venve Henry Benmann à Conrad W. Wiegand : 1, trois terrains dans le 5ème district dans l'ilet borné par l'avenue Webster, les rues Washington, Market et Jackson ; 2. un autre terrain dans le 5ème district ; 3, cinq terrains dans le même district, sur le côté ouest de l'avenue Washington.....$800

Succession de Margaret Farrell à Henry P. Walter, quatre terrains dans le 4ème district, dans l'ilet borné par les rues Joséphine, St-Thomas, St-André et Dhlmann.....$2400

Thomas F. McMahon à Adam Hagen, un terrain onportion de terre dans l'ilet borné par les rues Baronne, Polymnie, Carondelet et Félicité.....$2500

**Cour Civile de District.—**
Nouveau procès :

Catherine Reiser contre Frederick Kuntz—procès pour plus de $1,000

Mme H. Martin contre Philippe Saal—Procès pour un compte de $7,400

Daniel Moriarty contre Philippe Saal —Procès pour un compte de $500.

Les Héritiers de H. Wheaton contre la ville—Procès pour faire annuler certaines inscriptions de taxes.

**Cour Criminelle de District**
—Section B—juge Baker

L'accusation est maintenue contre Charles Riley qui a tué sa femme le 10 mai, en la frappant à la tête. Elle est morte, le lendemain, à l'hopital.

L'accusation a été aussi maintenue contre l'officier munch, pour votes de fait.

En ce qui concerne le vol commis à la maison de gefuge, par John David Burke et Pat Shennock, le premier a été reconnu coupable et le second acquitté.

Anthony Dispinsey, voies de fait, $10 d'amende.

**Cour du recorder Davey.—**
Gustave Eastward et Maxs Begian, pour bataille et bris de pair, $2 50 ou 5 jours.

Marie Johnson et Elizabeth Davis, bataille, $20 ou 30 jours chacun

Richard Carley, vereux, ramassé endormi dans le square Lafayette, $5 ou 10 jours.

John McElroy, vol, $20 ou 30 jours.

Amélie Pittman, attaque à main armée et Hattie Jones, pour voies de fait, $5 ou 10 jours chacune.

**Cour de Circuit des Etats-**
Joséphine Williams et Parker Watson, bataille et bris de paix, $2 50 ou 10 jours

Frank Joseph, ivresse et bris de paix, $250 de caution.

Oscar Hankins, même délit, $2 50 ou 10 jours.

Beniah Slack, bris de paix, $5 ou 10 jours.

Hier, à 12 heures 30 de l'après-midi, des voleurs se sont introduits chez M. Sam Bandera, qui tient un restaurant coin Royale et Toulouse ; ils lui ont soustrait une somme de $48 50 placée dans le tiroir du comptoir.

Ils sont entrés, paraît-il, par la porte qui donne sur la rue Royale, pendant que M. Bandera se trouvait du côté de la rue Toulouse.

**Affaire Gallo.**—On se souvient que le 27 juillet, un petit garçon du nom de Antonio Cuchi fut renversé et blessé, au coin des rues Orléans et Villeré, par la voiture d'un nommé Gallo qui, ayant tourné trop brusquement à l'encoignure des dites rues, avait bousculé l'enfant qui est mort des suites de ses blessures.

Gallo, le conducteur, a comparu devant le recorder Burthe qui l'a renvoyé devant la cour criminelle sous caution de $3000, pour répondre à une accusation d'homicide.

**Incendie**—Mercredi soir, à 7 heures, le feu a été découvert par des voisins qui l'ont éteint immédiatement, chez M. John Lagans, encoignure des rues Alix et Bouny, à Alger. L'alarme n'a pas été donnée.

Les dégâts s'élèvent à $5,

**